

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/26

13 octobre 1997

(97-4425)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE D'ENQUETE, RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET REGLE DU DROIT MOINDRE (PARAGRAPHE 3 DE L'AEROGamme WTO/AIR/643)

Renseignements fournis par les Etats-Unis

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente des Etats-Unis, le 7 octobre 1997, la communication ci-après.

Chronologie des diverses étapes des enquêtes antidumping menées par la Commission du commerce international des Etats-Unis¹

<u>Etape</u>	<u>Chronologie</u>
Dépôt de la requête	Jour 0
Ouverture d'une enquête par la CCI	Au moment du dépôt de la requête ou dès que le Département du commerce ouvre l'enquête
Publication de l'avis d'ouverture de l'enquête par la CCI	Aussitôt que possible après l'ouverture de l'enquête
Date limite du renvoi des questionnaires relatifs à la "phase préliminaire"	Jour 18
Conférence	Jour 21
Mémoires après conférence	Jour 25
Rapport interne de la CCI concernant la "phase préliminaire"	Jour 39
Détermination préliminaire de la CCI (diffusion des résultats de vote des Commissaires, publiés au <u>Federal Register</u>)	Jour 45

¹Les renseignements demandés doivent comprendre pour le moins les éléments ci-après: demande (requête), ouverture de l'enquête, détermination préliminaire, audition(s), communication(s) écrite(s) des parties, divulgation des faits essentiels, détermination finale et avis au public des déterminations.

<u>Etape</u>	<u>Chronologie</u>
Divulgateion par la CCI du point de vue de la Commission au sujet de la détermination préliminaire (publication d'un avis écrit expliquant les raisons du vote des Commissaires)	Jour 52
Publication par la CCI de l'avis contenant le calendrier de la "phase finale" (qui contient l'avis d'audition et la date à laquelle doivent être présentées les communications écrites)	Dès réception de la lettre de renvoi émanant du Département du commerce ou à la date de publication de l'avis de détermination préliminaire du Département du commerce, si celle-ci est antérieure
Date limite du renvoi des questionnaires relatifs à la "phase finale" ²	Jour 201
Publication du rapport interne avant audition (versé au dossier officiel)	Jour 230
Mémoire avant audition de la CCI (quatre jours avant l'audition)	Jour 237
Enregistrement de la déposition des témoins qui comparaîtront à l'audition (trois jours avant l'audition)	Jour 240
Audition de la Commission	Jour 243
Mémoire après audition de la Commission/ exposés des personnes qui ne sont pas parties	Jour 251
Rapport interne concernant la "phase finale"	Jour 265
Date limite de communication des renseignements à verser au dossier administratif	Jour 272
Dernière possibilité pour les parties de présenter des observations sur les renseignements divulgués	Jour 274
Publication de la détermination finale de la Commission et constatation de la Commission concernant la détermination finale	Jour 286

²Le nombre de jours indiqué ci-après est approximatif, même s'il correspond aux délais qui s'appliquent normalement dans le cadre d'enquêtes "classiques" de la CCI. Ces délais peuvent en effet être modifiés en cas de prorogation d'une enquête par le Département du commerce des Etats-Unis. Ils témoignent par ailleurs de la souplesse dont fait preuve la CCI afin de tenter de faire concorder le calendrier de la CCI et celui des parties à une enquête.

Chronologie des diverses étapes des enquêtes antidumping menées par le Département du commerce des Etats-Unis³

<u>Etape</u>	<u>Chronologie</u>
Dépôt de la requête	Jour 0
Ouverture de l'enquête par le Département du commerce	Jour 20
(En cas de prorogation)	Jour 40 ⁴
Publication de l'avis d'ouverture de l'enquête par le Département du commerce (normalement dans les sept jours suivant la décision d'ouvrir l'enquête)	Jour 27
Dernier délai pour le renvoi des réponses à la section A du questionnaire du Département du commerce (qui comprend des renseignements de caractère général sur la structure de l'entreprise objet de l'enquête, son activité, les marchandises, le volume et la valeur des ventes)	Jour 71
Date limite de renvoi des réponses aux sections B-E du questionnaire du Département du commerce (demande de renseignements spécifiques sur les ventes aux Etats-Unis et du marché retenu afin d'établir une comparaison entre le prix aux Etats-Unis et la valeur normale (ou la valeur construite) de la marchandise objet de l'enquête. On peut aussi demander à ce stade des données relatives aux coûts de production)	Jour 87
Détermination préliminaire du Département du commerce	Jour 160
(Si l'enquête est exceptionnellement complexe)	Jour 210
Publication de la détermination préliminaire par le Département du commerce (normalement dans les sept jours qui suivent son adoption)	Jour 167
Divulgaration des calculs préliminaires (normalement dans les cinq jours qui suivent l'avis au public de la détermination)	Jour 172

³Les renseignements demandés doivent comprendre au moins les éléments ci-après: demande (requête), ouverture de l'enquête, détermination préliminaire, audition(s), communication(s) écrite(s) des parties, divulgation des faits essentiels, détermination finale et avis au public des déterminations. Sauf indication contraire, le nombre de jours indiqué correspond aux enquêtes dans lesquelles ni la phase préliminaire ni la phase finale ne peuvent être prorogées, ou qui sont considérées comme étant exceptionnellement complexes.

⁴Si l'ouverture de l'enquête est reportée au quarantième jour, on ajoutera 20 jours aux divers nombres de jours indiqués dans la suite du calendrier.

<u>Etape</u>	<u>Chronologie</u>
Dernier délai pour la présentation de données de fait au Département du commerce	Jour 181
Vérification	Jour 188
Date limite de la demande d'audition (dans les 30 jours qui suivent la date de publication de la détermination préliminaire)	Jour 197
Mémoires du Département du commerce (50 jours après la publication de la détermination préliminaire)	Jour 217
Contre-mémoires du Département du commerce (dans les cinq jours qui suivent le dépôt du mémoire)	Jour 222
Audition du Département du commerce (deux jours après la présentation des contre-mémoires)	Jour 224
Détermination finale du Département du commerce	Jour 235
(Si la détermination préliminaire a été prorogée, mais pas la détermination finale)	Jour 285
(Si la détermination préliminaire n'a pas été prorogée mais que la détermination finale l'a été)	Jour 295
(Si la détermination préliminaire comme la détermination finale sont prorogées)	Jour 302
Divulgaration des calculs finals	Jour 240
Observations concernant les erreurs matérielles	Jour 245
Publication de la détermination finale (normalement dans les sept jours qui suivent la détermination)	Jour 250
Réponses aux observations concernant les erreurs matérielles	Jour 250
Le Département du commerce publie une ordonnance antidumping	Jour 287

Calendrier réglementaire des enquêtes antidumping

<u>Etape</u>	<u>Chronologie</u>
Dépôt de la requête	Jour 0
Ouverture de l'enquête	Dans les 20 jours suivant la requête
Détermination préliminaire de la CCI	Dans les 45 jours suivant la requête
Détermination préliminaire du Département du commerce	Dans les 140 jours* suivant l'ouverture de l'enquête
Détermination finale du Département du commerce	Dans les 215 jours* suivant l'ouverture de l'enquête
Détermination finale de la CCI	Dans les 45 jours suivant la détermination finale du Département du commerce

* Ces délais peuvent être prorogés dans certains cas.

Diverses phases d'une enquête antidumping

<u>Etape</u>	<u>Phase</u>
Ouverture de l'enquête	Analyse de la requête Publication de l'avis d'ouverture de l'enquête
Détermination préliminaire de la CCI	Envoi des questionnaires Analyse des réponses aux questionnaires
Détermination préliminaire du Département du commerce	Publication de la détermination préliminaire Divulgateion aux parties des calculs préliminaires Vérification des réponses aux questionnaires Mémoires et audition publique
Détermination finale du Département du commerce	Publication de la détermination finale Divulgateion aux parties des calculs finals
Détermination finale de la CCI	Publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping

CALENDRIER REGLEMENTAIRE DES ENQUETES ANTIDUMPING

Requête	Ouverture de l'enquête	Détermination préliminaire de la CCI	Détermination préliminaire du Département du commerce	Détermination finale du Département du commerce	Détermination finale de la CCI
	<i>Dans les 20 jours suivant la requête</i>	<i>Dans les 45 jours suivant la requête</i>	<i>Dans les 140 jours* suivant l'ouverture de l'enquête</i>	<i>Dans les 215 jours* suivant l'ouverture de l'enquête</i>	<i>Dans les 45 jours suivant la détermination finale du Département du commerce</i>

* Ces délais peuvent être prorogés dans certains cas.

ETAPES D'UNE ENQUETE ANTIDUMPING

Ouverture de l'enquête	Détermination préliminaire de la CCI	Détermination préliminaire du Département du commerce	Détermination finale du Département du commerce	Détermination finale de la CCI
Analyse de la requête	Envoi du questionnaire	Publication de la détermination préliminaire	Publication de la détermination finale	Publication de l'ordonnance en matière de droits antidumping
Publication de l'avis d'ouverture de l'enquête	Analyse des réponses aux questionnaires	Divulgaration aux parties des calculs préliminaires	Divulgaration aux parties des calculs finals	
		Vérification des réponses aux questionnaires		
		Mémoires et audition publique		

RENSEIGNEMENTS CONSIDERES COMME "CONFIDENTIELS"

Selon la législation américaine en matière de droits antidumping, une requête alléguant un "dumping" doit être déposée le même jour auprès de deux organismes publics distincts, qui sont le Département du commerce des Etats-Unis (le Département du commerce ou le Département) et la Commission du commerce international des Etats-Unis (la Commission). Chaque organisme mène sa propre enquête séparément. Le Département enquête en vue de déterminer si des ventes ont été effectuées à un prix inférieur à la juste valeur et établit une comparaison entre les prix de marchandises identiques ou similaires vendues sur le marché des Etats-Unis et ceux des marchandises vendues sur le marché retenu à des fins de comparaison; la Commission enquête en vue de déterminer si une branche de production des Etats-Unis a subi un dommage important, est menacée d'un dommage important ou si la création d'une branche de production subit un retard important du fait que les importations sont vendues à un prix inférieur à leur juste valeur. Chaque entité a sa propre définition des "renseignements confidentiels". On trouvera ci-après un aperçu des catégories de renseignements que chacune d'entre elles considère comme étant "confidentiels".

Département du commerce des Etats-Unis

Le Département du commerce désigne sous le nom de "renseignements commerciaux exclusifs" les renseignements "confidentiels" visés à l'article 6.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping). Ces renseignements ne sont pas divulgués au public mais à deux représentants des parties à la procédure qui peuvent y avoir accès en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. Ils ne sont pas qualifiés de "confidentiels" mais sont dits "commerciaux exclusifs". Cela tient au fait que, dans le langage des services de sécurité américains, le terme "confidentiel" sert à désigner des renseignements détenus par le gouvernement américain dont la diffusion est limitée afin de préserver la sécurité nationale.

Le Département en est aux derniers stades de la révision de ses règlements en vue de simplifier les procédures relatives à la protection des renseignements commerciaux de nature exclusive. Les nouvelles règles devraient entrer en application dans un avenir proche. En vertu de ces règles, le Département reconnaît que quatre catégories de renseignements peuvent être prises en compte dans une procédure antidumping: les renseignements mis à la disposition du public, les renseignements commerciaux exclusifs, les renseignements protégés (comme ceux qui relèvent du secret professionnel de l'avocat) et les renseignements classés (ceux qui sont protégés pour des raisons de sécurité nationale). Dans l'ensemble, les renseignements mis à la disposition du public sont ceux qui sont accessibles au public alors que les renseignements commerciaux exclusifs sont fournis par des particuliers parties à la procédure et ne peuvent être divulgués (si tant est qu'ils puissent l'être) qu'à des requérants autorisés en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative valide.⁵ A la différence des renseignements commerciaux exclusifs, les renseignements protégés et les renseignements classés ne peuvent pas être divulgués, même en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

Renseignements commerciaux exclusifs pouvant être divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative

Le Département considère en général les données de fait ci-après comme étant des renseignements commerciaux exclusifs, sous réserve que la personne qui les a fournis les ait désignés comme tels: 1) les secrets commerciaux concernant la nature d'un produit ou un procédé de production; 2) les

⁵La personne qui fournit les renseignements exclusifs doit aussi déposer auprès du Département une version "publique" du même document, qui peut être consultée par le public.

coûts de production (mais non la nature des composants entrant dans la production du produit, c'est-à-dire parties et matériel, à moins qu'un composant particulier ne soit un secret commercial); 3) les coûts de distribution (mais non les circuits de distribution); 4) les conditions de vente (mais non les conditions de vente offertes au public); 5) les prix pratiqués dans le cadre de ventes individuelles, de ventes probables ou d'autres offres; 6) le nom de clients, distributeurs ou fournisseurs particuliers⁶; 7) la marge de dumping des ventes individuelles; 8) le nom des particuliers auprès desquels des renseignements commerciaux exclusifs ont été obtenus; 9) la position d'un producteur national ou des travailleurs face à une requête; et 10) tous autres renseignements commerciaux exclusifs dont la divulgation au public compromettrait de façon substantielle la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués.

Renseignements ne pouvant être divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative

A côté des renseignements qui peuvent être divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, certaines catégories de renseignements considérés par le Département comme protégés (c'est-à-dire ceux qui sont couverts par le secret professionnel ou ceux qui sont présentés par des personnes appelées à fournir des informations) ou classés (liés à des secrets militaires) ne peuvent pas être divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. En outre, il peut arriver, dans des circonstances exceptionnelles, que les renseignements commerciaux exclusifs ne soient pas divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative sur détermination du Département attestant que la nature de ces renseignements exige clairement qu'ils ne soient pas divulgués.

Commission du commerce international des Etats-Unis

La Commission, comme le Département du commerce, désigne sous le nom de "renseignements commerciaux exclusifs" les renseignements confidentiels ou protégés. La Commission a établi par voie de règlement que l'on entend par renseignements commerciaux exclusifs les renseignements "qui touchent ou se rapportent aux secrets commerciaux, aux procédés, opérations, styles d'installations ou appareils, ou à la production, aux ventes, aux expéditions, aux achats, aux transferts, à l'identité des clients, aux stocks, ou au montant ou à la source de tous revenus, bénéfices, pertes ou dépenses de toute personne, entreprise, société de personnes, société de capitaux ou autre forme d'organisation, ou à d'autres renseignements d'intérêt commercial, dont la divulgation risquerait d'avoir pour effet soit de compromettre la capacité de la Commission d'obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions réglementaires, soit de nuire de façon substantielle à la compétitivité de la personne, de l'entreprise, de la société de personnes ou autre forme d'organisation auprès de laquelle le renseignement a été obtenu".⁷ La Commission divulgue des renseignements commerciaux exclusifs à des représentants désignés des parties intéressées qui sont parties à la procédure et/ou ont demandé et obtenu l'accès à ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative rendue par elle. La Commission accepte de divulguer ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire, à moins qu'il s'agisse de renseignements protégés ou classés ou de renseignements particuliers dont la nature exige clairement qu'ils ne soient pas divulgués.⁸

⁶Mais non la destination des marchandises vendues ou la désignation du type de client, de distributeur ou de fournisseur, à moins que la destination ou la désignation ne révèle le nom du client.

⁷Voir 19 C.F.R. 201.6 a).

⁸Voir 19 C.F.R. 207.7 g) 1).